

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 12 NOVEMBRE 1909.

Proposition de loi portant création et dotation d'une caisse centrale
de crédit professionnel.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

La nécessité d'une organisation rationnelle et complète du crédit des classes moyennes urbaines belges a été reconnue par la Chambre il y a dix ans (séances des 6, 7, 9 févr. 1900), et à plusieurs reprises par le Ministre des Finances.

L'appel fait, à ces occasions, à l'initiative privée n'a pas produit le résultat qu'on en attendait, bien que l'aide subséquente des pouvoirs publics eût été promise. Pendant ces dix années, la situation des classes moyennes est allée s'aggravant et le nécrologe des banques populaires s'est allongé.

La commission nationale constituée en 1902 pour rechercher les moyens d'améliorer la situation des classes moyennes est arrivée à la conclusion qu'il n'en pouvait être autrement, et elle a pris soin de documenter fortement son opinion. (Discussions de la III^e Section et le vol. Mémoires et documents pour la même section.)

Une réunion subséquente des directeurs des banques populaires n'a pas infirmé ces conclusions. (Bulletin de l'Office des classes moyennes, n° 2 de 1907.)

Dans ces conditions, nous estimons qu'il n'y a pas lieu de prolonger davantage la période d'expectative.

Une enquête internationale, faite par l'Institut international pour l'étude du problème des classes moyennes, a livré à la publicité des analyses très complètes de l'organisation du petit crédit dans les principaux pays.

Le système du projet se rapproche de l'organisation créée en Prusse, la plus complète de l'espèce et qui est appuyée par une expérience de quatorze années.

Les raisons suivantes nous ont déterminés à commencer la réforme de notre petit crédit urbain par l'institution d'une caisse centrale :

1. L'exemple des fondateurs du crédit mutuel. Schulze Delitsch et Raif-

feisen établirent tous deux, dès l'origine, un centre financier pour assurer le fonctionnement intégral de leur système.

2. La caisse centrale sera indispensable en Belgique pour donner une sanction aux règles nouvelles d'où résultera un assainissement du petit crédit urbain et pour en assurer l'observation générale. Ces règles comportent, entre autres, la limitation du montant des crédits selon les besoins normaux des classes moyennes, la limitation des dividendes, l'obligation de s'enquérir de la destination des emprunts et de faire à cette occasion l'éducation des emprunteurs, la soumission à une inspection périodique, réformes qui ne seront pas acceptées spontanément et qu'il faudra amorcer par des avantages.

C'est pour ces motifs que nous estimons que la Caisse centrale doit être constituée en ce moment. L'impuissance de la Fédération des Banques populaires belges à faire observer les règles les plus élémentaires de sécurité et à constituer la plus anodine des inspections, est un fait décisif mis en relief par la Commission nationale précitée.

3. Au point de vue technique, la Caisse centrale est un organisme indispensable au fonctionnement du petit crédit spécialisé. Elle doit servir d'organe compensateur, de point d'aboutissement de l'offre et de la demande des capitaux, de truchement auprès du marché général de l'argent. C'est elle qui popularisera l'usage des chèques et la pratique des virements, et donnera une certaine stabilité au taux de crédit de la clientèle formée, créée par les associations de crédit mutuel des classes moyennes.

L'intervention de l'État en cette matière est indispensable. L'expérience allemande, qui compte déjà 50 années, montre bien l'insuffisance de l'initiative privée pour réaliser les services sociaux que doit rendre une caisse centrale dans un système d'institutions de petit crédit.

La Caisse centrale, fondée par Schulze Delitsch (« Deutsche Genossenschaftsbank soergel Parisius und Co »), ne réussit pas à rendre aux sociétaires les services qu'ils attendaient. Aussi les voyons-nous se désintéresser rapidement de son sort, tandis que les banques commerciales s'emparent des actions. En 1904, cette caisse dut liquider, après des pertes considérables, et fut absorbée par une grande banque, la « Dresdener Bank ».

La Caisse centrale, fondée par Raiffeisen, au bout de 40 années n'a pu dépasser le total de 8 millions, capital et réserves. Aussi, immobilisée et impuissante, est-elle devenue une véritable banque secondaire dans le système de la Caisse centrale de l'État prussien, à laquelle elle emprunte le plus clair de ses ressources (solde de 28 millions de marks en 1908).

Encore faut-il observer que les charges résultant du contrôle des associations, mission que nous rattacherions en Belgique à la Caisse centrale à créer, sont assumées en Allemagne dans une large mesure par les budgets des États. (Voir plus loin.)

Il y a lieu d'observer que *l'intervention de l'État* a été jugée nécessaire en Belgique pour établir le *crédit du commerce* et de l'industrie sur des bases stables avec une organisation systématique dans le pays entier (lois sur la Banque nationale, privilège d'émission) et pour donner confiance à *la petite*

épargne (lois sur la Caisse d'épargne et de retraite sous la garantie de l'État).

Cette intervention est tout aussi justifiée pour la diffusion systématique du petit crédit mutuel. L'absence de tout contrôle a facilité les erreurs qui ont abouti à la chute de la majorité de nos banques populaires et leur a enlevé l'appoint indispensable de la confiance publique.

L'organisation du crédit des classes moyennes s'est faite dans la plupart des pays à l'intervention des pouvoirs publics et de l'État.

Nous résumons ci-après les documents réunis dans l'enquête internationale dont nous avons signalé les publications plus haut.

1. *Allemagne (Empire)*. — Loi de 1899 accordant un régime de faveur aux associations à but social qui se font enregistrer et se soumettent à l'inspection.

2. *Allemagne (Royaume de Prusse)*. — Lois des 31 juillet 1893-22 mars 1909, organisant la Caisse centrale des associations avec dotation successivement portée à 73 millions de marcs, partie en obligations à 3 p. c., partie en bons du Trésor.

3. *Allemagne (Royaume de Saxe)*. — Le Gouvernement, après avoir préparé la création d'une caisse centrale par une fédération des associations rurales, lui prête, selon ses besoins, 1 1/2 jusque 5 millions de marcs des disponibilités du Trésor.

Une caisse centrale des associations du crédit urbain est ensuite constituée de la même façon et reçoit des prêts jusqu'à concurrence de 2 millions de marcs.

Le budget de l'administration centrale porte en outre des subsides annuels pour les frais d'inspection (10,000 marcs).

4. *Allemagne (Royaume de Wurtemberg)*. — Loi du 4 février 1899 avançant à 5 p. c. les disponibilités du Trésor, à concurrence d'un million de marcs, à la Caisse centrale des Associations rurales, et cautionnant son réescompte à la Banque de Wurtemberg à concurrence d'un autre million de marcs.

Intervention annuelle par un subside de 3,000 marcs dans les frais généraux de cette caisse centrale.

5. *Id. (R. de Bavière)*. — Lois des 4 juin 1894-1 juillet 1900, ouvrant à la Caisse centrale des associations rurales un crédit à la caisse de l'État à concurrence de 500,000 marcs sans intérêts.

Intervention annuelle dans les frais d'inspection des associations, à concurrence de 34,000 marcs.

Loi de 1907 ouvrant un crédit de un million de marcs sans intérêts à la caisse centrale des associations de crédit urbain.

Intervention annuelle par un subside (11,000 marcs) dans les frais d'inspection.

France. — Lois des 17 novembre 1894-31 mars 1899-29 décembre 1906, mettant à la disposition des caisses régionales de crédit agricole mutuelles

sans intérêts les redevances de la Banque de France (29 millions, solde 1907). Un projet adopté par la Chambre des députés attribue ces avantages au crédit mutuel du petit commerce.

Hongrie. — Loi 23 de 1898 organisant les associations de crédit et une caisse centrale dotée d'un capital de 3 millions de couronnes sans intérêts, d'un million de couronnes à titre de souscriptions d'actions. En outre, l'État est intervenu à concurrence de 100,000 couronnes.

Luxembourg. — Lois-février 1903, créant des caisses publiques de crédit agricole et professionnel, sous la garantie de l'État et des communes. Caution de l'État pour les avances consenties par la caisse officielle (493,333 fr., solde 1908).

Russie. — Loi du 7 juin 1904, organisant le petit crédit : institutions locales et administration centrale dépendant du Ministère des Finances.

Pour la constitution du capital initial, avances sans intérêts de l'État (1,500,000 roubles, 1907). Avances pour les fonds de roulement par la Banque de l'État (solde de 3 millions de roubles, 1907). Avances pour les fonds de roulement par la Banque d'État (solde de 3 millions de roubles, 1908); en outre, les pouvoirs locaux Zemstvos, baillages, stanitzas et villages ont des caisses officielles de crédit local.

CH. GILLES DE PÉLICHY.



PROPOSITION DE LOI

portant création et dotation d'une
caisse centrale de crédit profes-
sionnel.

ART. 1^{er}.

Il est établi auprès du Ministère des
Finances un institut de crédit sous la
dénomination de « Caisse centrale de
crédit professionnel ».

ART. 2.

La Caisse centrale a pour but de favo-
riser le petit crédit à l'intervention des
associations professionnelles.

Son siège est à Bruxelles.

ART. 3.

L'État alloue à la Caisse centrale, pour
toute la durée de son existence, une avance
de fonds de cinq millions de francs en
obligations de la Dette publique à 5 p. c.
au pair, à rembourser à la dissolution de
la Caisse centrale.

ART. 4.

La Caisse centrale ne peut être dis-
soute que par un acte législatif, à moins
que le bilan, établi sous les contrôles
indiqués ci-après ne constatent la perte
totale du fonds de réserve et de la moitié
de la dotation de l'État. En ce cas, le
Ministre des Finances prendra les me-
sures nécessaires pour assurer la liqui-
dation.

ART. 5.

Les opérations de la Caisse centrale
consisteront :

1° A faire des avances en compte cou-

WETSVOORSTEL

waarbij eene Centrale Kas voor be-
roepskrediet wordt ingesteld en be-
giffigd.

EERSTE ARTIKEL.

Bij het Ministerie van Financiën wordt
een instituut voor krediet ingesteld
onder benaming van « Centrale Kas voor
beroepskrediet ».

ART. 2.

De Centrale Kas heeft ten doel het
klein krediet te begunstigen door bemid-
deling van de beroepsvereenigingen. Zij
heeft haren zetel te Brussel.

ART. 3.

De Staat doet aan de Centrale Kas, voor
gansch den duur van haar bestaan, een
geldelijk voorschot van vijf millioen
frank in obligatiën der openbare schuld
3 t. h. al pari, af te lossen bij de ontbin-
ding van de Centrale Kas.

ART. 4.

De Centrale Kas kan enkel bij akte der
wetgeving worden ontbonden, tenzij de
balans, onder de hierna aangeduide
waarborgen opgemaakt, vaststelt het ver-
lies van geheel het reservefonds en van
de helft der begiftiging van den Staat.

In dit geval, neemt de Minister van
Financiën de noodige maatregelen tot
verzekering van de vereffening.

ART. 5.

De verrichtingen van de Centrale Kas
bestaan in :

1° Het doen van voorschotten, in reke-

rant à des fédérations d'associations professionnelles ayant pour but d'organiser le petit crédit suivant des règles à établir dans un règlement sanctionné par le Ministre des Finances ;

2° A recevoir des dépôts productifs d'intérêts, soit des fédérations et des associations affiliées, soit de sociétés ou de particuliers ;

3° A escompter aux fédérations les effets de commerce souscrits par elles ou par les associations affiliées ou par leurs membres.

ART. 6.

La Caisse centrale pourra, à titre accessoire et dans les limites qui seront tracées par le Ministre des Finances, faire d'autres opérations, notamment celles qui seront rendues nécessaires pour assurer l'emploi de ses disponibilités.

ART. 7.

Il est interdit à la Caisse centrale de se livrer à d'autres opérations que celles déterminées dans les articles ci-dessus. Elle ne peut acquérir d'autres propriétés immobilières que celles qui sont requises pour les besoins de ses services.

ART. 8.

50 p. c. des bénéfices nets réalisés des opérations seront versés au fonds de réserve.

L'autre moitié servira à payer au capital de dotation un intérêt qui n'excédera pas 3 p. c. D. Le surplus éventuel sera également versé au fonds de réserve. En cas de dissolution, le fonds de réserve appartiendra à l'État.

ART. 9.

La Caisse centrale est gérée par un conseil d'administration, composé d'un

ning courant, aan bonden van beroeps-vereenigingen die ten doel hebben het klein krediet in te richten volgens regelen te bepalen in eene door den Minister van Financiën bekrachtigde verordening ;

2° Het ontvangen van interest opbrengende bewaargeving, hetzij vanwege de aangesloten bonden en vereenigingen, hetzij vanwege maatschappijen of bijzondere personen ;

3° Het disconteeren, voor de bonden, van wissels door deze of door de aangesloten vereenigingen of door hare leden onderteekend.

ART. 6.

De Centrale Kas kan, als bijzaak, en binnen de grenzen door het Ministerie van Financiën vast te stellen, andere verrichtingen doen, met name die noodzakelijk gemaakt tot verzekering van het gebruik harer beschikbare gelden.

ART. 7.

Het is aan de Centrale Kas verboden, andere verrichtingen te doen dan die in bovenstaande artikelen bepaald. Zij mag geene andere onroerende eigendommen verwerven dan die vereischt voor de behoeften van hare diensten.

ART. 8.

50 t. h. van de zuivere winst, op de verrichtingen verwezenlijkt, worden in het reservefonds gestort. De andere helft moet dienen tot het betalen, op het kapitaal der begiftiging, van een interest die niet 3 t. h. mag te boven gaan. Het eventueel overschot wordt insgelijks in het reservefonds gestort. Ingeval van ontbinding, komt het reservefonds aan den Staat toe.

ART. 9.

De Centrale Kas wordt bestuurd door een raad van beheer, samengesteld uit

directeur assisté de deux administrateurs, nommés par le Roi à vie. Ces fonctionnaires ont la qualité de fonctionnaires de l'État, ils sont soumis aux règlements disciplinaires du Ministère des Finances et assimilés respectivement aux directeurs généraux et aux directeurs de l'administration centrale. Ces fonctions sont incompatibles avec tout mandat politique ou rétribué.

Le directeur représente la Caisse vis-à-vis des tiers et en justice.

ART. 10.

Le Conseil d'administration nomme le personnel et fixe les traitements; un arrêté royal déterminera les traitements dont jouiront les administrateurs et le directeur. Tous ces traitements et les pensions afférentes sont à la charge de la Caisse centrale.

ART. 11.

Les comptes de la Caisse centrale seront soumis au contrôle de la Cour des comptes pour tout ce qui concerne les frais de fonctionnement; ces comptes et les budgets seront communiqués chaque année aux Chambres en annexe au budget du Ministère des Finances.

ART. 12.

Les statuts des fédérations et des caisses locales seront établis sur les principes suivants :

- 1° Établissement d'une clientèle fermée;
- 2° Exigence de conditions professionnelles;
- 3° Limitation des dividendes ou des intérêts à servir aux associés;
- 4° Limitation du montant des parts sociales, du nombre de ces parts et du

een bestuurder, bijgestaan door twee beheerders, die de Koning voor hun leven lang benoemt. Deze ambtenaren hebben de hoedanigheid van Staatsambtenaar; ze zijn onderworpen aan de verordeningen van tucht bestaande bij het Ministerie van Financiën en zijn onderscheidenlijk gelijkgesteld met de directeurs-generaal en de directeurs bij het Hoofdbestuur. Dit ambt is onvereinigbaar met elk politieke of betaalde opdracht.

De bestuurder vertegenwoordigt de Kas tegenover derden en in rechten.

ART. 10.

De Raad van beheer benoemt het personeel en stelt de jaarwedden vast; een koninklijk besluit bepaalt de jaarwedden van de beheerders en van den bestuurder. Al deze jaarwedden en de uit te keeren pensioenen komen ten laste van de Centrale Kas.

ART. 11.

De rekeningen van de Centrale Kas worden, voor alles wat de kosten van hare werking betreft, aan het toezicht van de Rekenkamer onderworpen. Deze rekeningen en de begrotingen worden elk jaar aan de Kamers medegedeeld als bijlage der begroting van het Ministerie van Financiën.

ART. 12.

De statuten van de bonden en van de plaatselijke kassen worden naar de volgende grondslagen vastgesteld :

- 1° Vestiging van eene besloten clientèle;
- 2° Eisch van beroepsvoorwaarden;
- 3° Beperking van de dividenden of van de interesten, aan de deelgenooten uit te keeren;
- 4° Beperking van het bedrag der maatschappelijke aandeelen, van het getal

nombre de voix auxquelles les parts pourraient donner droit ;

5° Obligation d'une surveillance sous le contrôle de l'État. Notamment : une comptabilité régulière et la justification du bon emploi du crédit ;

6° Établissement de statuts type et d'une comptabilité uniforme ;

7° Constitution d'une réserve intangible dans des conditions analogues à celles imposées aux caisses rurales.

ART. 13.

Le Ministre des Finances surveillera la gestion de la Caisse centrale, approuvera ses budgets et prendra les mesures d'exécution nécessaires pour l'application de la présente loi.

ART. 14.

Dans l'exercice de la mission qui lui est dévolue par l'article précédent, le Ministre des Finances est assisté d'un conseil consultatif comprenant : deux fonctionnaires délégués respectivement par les Ministres de l'Agriculture et de l'Industrie, un délégué de la Banque Nationale de Belgique, un délégué de la Caisse générale d'épargne et de retraite sous la garantie de l'État, trois membres délégués par la Chambre des Représentants, trois membres délégués par le Sénat, quatre membres délégués par la Fédération d'associations de petit crédit affiliées à la Caisse générale.

ART. 15.

Le Ministre des Finances devra prendre l'avis du conseil consultatif sur toute proposition à soumettre au Roi en vertu de la présente loi et, en général, sur toutes les mesures d'exécution à pres-

dezer aandeelen en van het getal stemmen waarop de aandeelen recht kunnen geven ;

5° Verplichting van toezicht onder Staatscontrole; met name eene regelmatige boekhouding en de rechtvaardiging van het goede gebruik van het krediet;

6° Opmaken van modelstatuten en van eene eenvormige rekenplichtigheid;

7° Vestiging van eene onaantastbare reserve, onder voorwaarden als die opgelegd aan de landelijke Kassen.

ART. 13.

De Minister van Financiën heeft het toezicht over het beheer der Centrale Kas; hij keurt hare begrotingen goed en neemt de maatregelen van uitvoering, noodig voor de toepassing van deze wet.

ART. 14.

Bij de uitoefening van de zending hem door het vorig artikel opgedragen, wordt de Minister van Financiën bijgestaan door een raadgevenden raad, waarvan deel uitmaken : twee ambtenaren, onderscheidenlijk afgevaardigd door den Minister van Landbouw en van Nijverheid; een afgevaardigde der Nationale Bank van België; een afgevaardigde van de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas onder waarborg van den Staat; drie leden afgevaardigd door de Kamer der Volksvertegenwoordigers; drie leden afgevaardigd door den Senaat; vier leden afgevaardigd door den Bond der vereenigingen voor klein krediet, bij de Centrale Kas aangesloten.

ART. 15.

De Minister van Financiën moet het advies van den Raadgevenden Raad vragen over elk voorstel, aan den Koning te onderwerpen uit kracht van deze wet, en, in 't algemeen, over alle maatregelen

crire, sur toute approbation de budget ou modification aux règlements de fonctionnement soumis par la Caisse centrale à l'approbation du Ministre. Il pourra lui déférer l'examen de toutes les questions se rapportant à la présente loi.

van uitvoering, over elke goedkeuring van begrooting of wijziging van de verordeningen van werking, door de Centrale Kas aan de goedkeuring van den Minister onderworpen. Hij kan hem belasten met het onderzoek van al de vraagstukken die met deze wet in verband staan.

Jules DALLEMAGNE.

Ch. GILLÈS DE PÉLICHY.

Alph. HARMIGNIE.

Paul SEGERS.

Em. TIBBAUT.

Eug. STANDAERT.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 12 NOVEMBER 1909.

Wetsvoorstel waarbij eene Centrale Kas voor beroepskrediet wordt ingesteld en begiftigd.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Reeds tien jaar geleden (vergaderingen van 6, 7, 9 Februari 1900), werd door de Kamer, en herhaaldelijk nadien door den Minister van Financiën, erkend dat het noodig is het krediet voor den middenstand te regelen op eene redematige en volledige wijze.

De oproep, alstoen gericht tot den privaten ondernemingsgeest, leverde niet den verwachten uitslag op, ofschoon de latere steun der openbare machten werd toegezegd. Gedurende tien jaar werd de toestand van den middenstand steeds hachelijker, en tal van volksbanken gingen ten onder.

De Staatscommissie, in 1902 ingesteld om na te gaan door welke middelen men den toestand van den middenstand zou kunnen verbeteren, kwam tot dit besluit, dat het niet anders kon en zij staafde haar gevoelen met tal van inlichtingen (*Beraadslagingen der III^e afdeling, in de Memoriën en Stukken uitgaande van dezelfde afdeling*).

Eene vergadering, later gehouden door de bestuurders der Volksbanken, heeft dit besluit geene afbreuk gedaan (*Bulletin de l'Office des classes moyennes*, n^r 2, 1907).

Onder zulke omstandigheden achten wij het onnoodig nog langer te talmen.

Een internationaal onderzoek, ingesteld door het Internationaal Instituut voor het bestudeeren van het vraagstuk van den middenstand, heeft op beknopte, doch zeer volledige wijze, bekendgemaakt hoe het klein krediet in de voornaamste landen is geregeld.

Het stelsel van het ontwerp komt de Pruisische regeling nabij: deze is de meest volledige in haar slag en steunt op eene veertienjarige ervaring.

De volgende redenen noopten ons om de hervorming van ons klein krediet in de steden aan te vangen met de instelling van eene Centrale Kas.

1. Het voorbeeld der stichters van het onderling krediet. Schulze-Delitsch en Raiffeisen hebben beiden, van den aanvang af, een financieel centrum gesticht om de volle werking van hun stelsel te verzekeren.

2. De Centrale Kas zal in België onontbeerlijk zijn om de nieuwe regelen, die het klein krediet in de steden zullen zuiveren, te bekrachtigen en om zijne algemeene naleving te verzekeren. Deze regelen bevatten, onder andere, de beperking van het bedrag des krediets volgens de normale behoeften van den middenstand, de beperking van het dividend, de verplichting om na te gaan waartoe de leeningen moeten dienen en om, naar aanleiding daarvan, de ontleeners te onderrichten, de onderwerping aan een geregeld toezicht. Deze hervormingen zullen niet voetstoots worden aangenomen en men zal ze moeten uitlokken door voordeelen.

Om deze redenen achten wij dat de Centrale Kas thans moet worden opgericht. De onmacht van den Bond der Belgische Volksbanken om de eenvoudigste veiligheidsregelen te doen in acht nemen en het minste toezicht in te richten, is op afdoende wijze in 't licht gesteld door bedoelde Staatscommissie.

3. In een technisch opzicht is de Centrale Kas eene onontbeerlijke instelling voor de werking van het bijzonder vakkrediet. Zij moet dienen als middel tot schuldvergelijking, als eindpunt van vraag en aanbod van kapitalen, als vertolking bij de algemeene geldmarkt. Zij is het, die het gebruik van checks en de overdrachten algemeen zal maken en een zekere vastheid geven zal aan de hoegrootheid van het krediet der cliëntelee, tot stand gebracht en in 't leven geroepen door de vereenigingen van onderling krediet des middenstands.

De tusschenkomst van den Staat is hier onontbeerlijk. Uit de ervaring, sedert reeds 50 jaar in Duitschland opgedaan, blijkt dat privaat initiatief ontoereikend is om de maatschappelijke diensten te bewijzen, die eene Centrale Kas moet bewijzen in een stelsel van inrichtingen van klein krediet.

De Centrale Kas, opgericht door Schulze Delitsch (« *Deutsche Genossenschaftsbank Soergel, Parisius und C^o* »), kon de deelgenooten de diensten niet bewijzen, die zij ervan verwachtten. Ook laten zij zich aldra niets meer gelegen aan haar lot, terwijl de handelsbanken zich de aandeelen toeëigenen. In 1904 moest die kas sluiten na aanzienlijke verliezen en werd zij opgeslorpt door de groote « *Dresdener Bank* ».

Na verloop van 40 jaar, kon de Centrale Kas, opgericht door Raiffeisen, het niet verder brengen dan tot 8 millioen, kapitaal en reservefonds. Verlamd en machteloos, werd zij een echte ondergeschikte bank in het stelsel der Centrale Kas van den Pruisischen Staat, waaraan zij meestal hare middelen ontleent (saldo van 28 millioen mark in 1908).

Ook dient in aanmerking te komen dat de lasten voortspruitend uit het toezicht over de vereenigingen — eene taak die wij in België zouden opdragen aan de op te richten Centrale Kas, — in Duitschland grootendeels worden gedragen door de begrotingen der Staten. (*Zie verder.*)

De tusschenkomst van den Staat werd in België noodig geacht om het *handels- en nijverheidskrediet* te vestigen op hechte grondslagen, met eene

stelselmatige inrichting in gansch het land (Wetten op de Nationale Bank, recht van uitgifte) en om den *sparenden minderen man* vertrouwen in te boezemen (Wetten op de Spaar- en Lijfrentekas onder waarborg van den Staat).

Deze tusschenkomst is evenzeer gerechtvaardigd voor de stelselmatige verspreiding van het onderling klein krediet. Het gemis van alle toezicht vergemakkelijkt de dwalingen, die den val van meestal onze volksbanken veroorzaakten, en ontnam haar den onmisbaren steun van het openbaar vertrouwen.

Het krediet voor den middenstand werd in het meerendeel der landen ingesteld met tusschenkomst van de openbare machten en van den Staat.

Hieronder deelen wij een beknopt overzicht mee van de stukken, die werden ingezameld tijdens het internationaal onderzoek, waarvan de uitgaven hierboven zijn vermeld.

1. *Duitsche Rijk.* — Wet van 1899, waarbij gunstbepalingen zijn ingevoerd ten bate van de vereenigingen met een maatschappelijk doel, die zich doen registreeren en zich onderwerpen aan toezicht.

2. *Koninkrijk Pruisen.* — Wetten van 31 Juli 1898-22 Maart 1909, tot instelling van de Centrale Kas der vereenigingen, met begiftiging achtereenvolgens gebracht tot op 75 millioen mark, deels in schuldbrieven 3 t. h. en deels in schatkistbiljetten.

3. *Koninkrijk Saksen.* — Na het oprichten van eene Centrale Kas door een bond der plattelandsche vereenigingen te hebben voorbereid, leent de Regeering haar, volgens de behoeften, 1 1/2 tot 3 millioen mark van de beschikbare gelden der Schatkist.

Eene Centrale Kas der kredietvereenigingen in de steden wordt vervolgens op gelijke wijze opgericht en erlangt leeningen tot een bedrag van 2 millioen mark.

De begrooting van het hoofdbestuur bevat daarenboven jaarlijksche toelagen voor de kosten van toezicht (10,000 m.).

4. *Koninkrijk Wurtemberg.* — Wet van 4 Februari 1899, waarbij, tegen 3 t. h., de beschikbare gelden der Schatkist, tot beloop van een millioen mark, worden voorgeschooten aan de Centrale Kas der vereenigingen op het platteland, en het disconto ter Wurtembergsche Bank wordt gewaarborgd tot een bedrag van een millioen mark.

Jaarlijksche bijdrage, door eene toelage van 5,000 mark, in de algemeene kosten van die Centrale Kas.

5. *Koninkrijk Beieren.* — Wetten van 4 Juni 1894-1 Juli 1900, waarbij voor de Centrale Kas der plattelandsche vereenigingen op Staatskas een krediet van 3 millioen mark wordt geopend zonder interest.

Jaarlijksche bijdrage in de kosten van toezicht over de vereenigingen, tot een beloop van 34,000 mark.

Wet van 1907, waarbij een krediet van een millioen mark zonder interest

wordt geopend aan de Centrale Kas der vereenigingen voor krediet in de steden.

Jaarlijksche bijdrage, door eene toelage van 11,000 mark, in de toezichtskosten.

Frankrijk. — Wetten van 17 November 1894-31 Maart 1899-29 December 1906, waarbij het aan den Staat te betalen aandeel der Fransche Bank (29 millioen, saldo 1907) wordt gesteld ter beschikking van de gewestelijke kassen van onderling landbouwkrediet, zonder interest. Een ontwerp, aangenomen door de Kamer der Afgevaardigden, kent die voordeelen toe aan het onderling krediet voor den kleinhandel.

Hongarije. — Wet 23 van 1898 waarbij worden ingesteld kredietvereeningen en eene Centrale Kas, begiftigd met een kapitaal van 3 millioen kronen, zonder interest, en een millioen kronen als inschrijving op aandelen. Daarenboven draagt de Staat bij voor 100,000 kronen.

Luxemburg. — Wetten van Februari 1903 tot instelling van openbare kassen van landbouw- en beroepskrediet, met waarborg van den Staat en van de gemeenten. Borg van den Staat voor de voorschotten, toegestaan door de officieele kas (498,333 frank, saldo 1908).

Rusland. — Wet van 7 Juni 1904 tot instelling van het klein krediet: plaatselijke inrichtingen en hoofdbestuur afhangende van het Ministerie van Financiën.

Tot vestiging van het aanvangskapitaal, voorschot zonder interest door den Staat (1,500,000 roebels, 1907)). Voorschot voor het bedrijfskapitaal door de Rijksbank (saldo van 3 millioen roebels, 1907). Voorschot voor de bedrijfsfondsen door de Rijksbank (saldo 3 millioen roebels 1908). Daarenboven hebben de plaatselijke machten Zemstvos, baljuwschappen, stanitzas en dorpen, officieele kassen van plaatselijk krediet.

CH. GILLÈS DE PELICHY.

PROPOSITION DE LOI

portant création et dotation d'une
caisse centrale de crédit profes-
sionnel.

ART. 1^{er}.

Il est établi auprès du Ministère des
Finances un institut de crédit sous la
dénomination de « Caisse centrale de
crédit professionnel ».

ART. 2.

La Caisse centrale a pour but de favo-
riser le petit crédit à l'intervention des
associations professionnelles.

Son siège est à Bruxelles.

ART. 3.

L'État alloue à la Caisse centrale, pour
toute la durée de son existence, une avance
de fonds de cinq millions de francs en
obligations de la Dette publique à 5 p. c.
au pair, à rembourser à la dissolution de
la Caisse centrale.

ART. 4.

La Caisse centrale ne peut être dis-
soute que par un acte législatif, à moins
que le bilan, établi sous les contrôles
indiqués ci-après ne constatent la perte
totale du fonds de réserve et de la moitié
de la dotation de l'État. En ce cas, le
Ministre des Finances prendra les me-
sures nécessaires pour assurer la liqui-
dation.

ART. 5.

Les opérations de la Caisse centrale
consisteront :

1° À faire des avances en compte cou-

WETSVOORSTEL

waarbij eene Centrale Kas voor be-
roepskrediet wordt ingesteld en be-
giftigd.

EERSTE ARTIKEL.

Bij het Ministerie van Financiën wordt
een instituut voor krediet ingesteld
onder benaming van « Centrale Kas voor
beroepskrediet ».

ART. 2.

De Centrale Kas heeft ten doel het
klein krediet te begunstigen door bemid-
deling van de beroepsverenigingen. Zij
heeft haren zetel te Brussel.

ART. 3.

De Staat doet aan de Centrale Kas, voor
gansch den duur van haar bestaan, een
geldelijk voorschot van vijf miljoen
frank in obligatiën der openbare schuld
3 t. h. al pari, af te lossen bij de ontbin-
ding van de Centrale Kas.

ART. 4.

De Centrale Kas kan enkel bij akte der
wetgeving worden ontbonden, tenzij de
balans, onder de hierna aangeduide
waarborgen opgemaakt, vaststelt het ver-
lies van geheel het reservefonds en van
de helft der begiftiging van den Staat.

In dit geval, neemt de Minister van
Financiën de noodige maatregelen tot
verzekering van de vereffening.

ART. 5.

De verrichtingen van de Centrale Kas
bestaan in :

1° Het doen van voorschotten, in reke-

rant à des fédérations d'associations professionnelles ayant pour but d'organiser le petit crédit suivant des règles à établir dans un règlement sanctionné par le Ministre des Finances;

2° A recevoir des dépôts productifs d'intérêts, soit des fédérations et des associations affiliées, soit de sociétés ou de particuliers;

3° A escompter aux fédérations les effets de commerce souscrits par elles ou par les associations affiliées ou par leurs membres.

ART. 6.

La Caisse centrale pourra, à titre accessoire et dans les limites qui seront tracées par le Ministre des Finances, faire d'autres opérations, notamment celles qui seront rendues nécessaires pour assurer l'emploi de ses disponibilités.

ART. 7.

Il est interdit à la Caisse centrale de se livrer à d'autres opérations que celles déterminées dans les articles ci-dessus. Elle ne peut acquérir d'autres propriétés immobilières que celles qui sont requises pour les besoins de ses services.

ART. 8.

50 p. c. des bénéfices nets réalisés des opérations seront versés au fonds de réserve.

L'autre moitié servira à payer au capital de dotation un intérêt qui n'excédera pas 3 p. c. D. Le surplus éventuel sera également versé au fonds de réserve. En cas de dissolution, le fonds de réserve appartiendra à l'État.

ART. 9.

La Caisse centrale est gérée par un conseil d'administration, composé d'un

ning courant, aan bonden van beroeps-vereenigingen die ten doel hebben het klein krediet in te richten volgens regelen te bepalen in eene door den Minister van Financiën bekrachtigde verordening;

2° Het ontvangen van interest opbrengende bewaargeving, hetzij vanwege de aangesloten bonden en vereenigingen, hetzij vanwege maatschappijen of bijzondere personen;

3° Het disconteeren, voor de bonden, van wissels door deze of door de aangesloten vereenigingen of door hare leden onderteevend.

ART. 6.

De Centrale Kas kan, als bijzaak, en binnen de grenzen door het Ministerie van Financiën vast te stellen, andere verrichtingen doen, met name die noodzakelijk gemaakt tot verzekering van het gebruik harer beschikbare gelden.

ART. 7.

Het is aan de Centrale Kas verboden, andere verrichtingen te doen dan die in bovenstaande artikelen bepaald. Zij mag geene andere onroerende eigendommen verwerven dan die vereischt voor de behoeften van hare diensten.

ART. 8.

50 t. h. van de zuivere winst, op de verrichtingen verwezenlijkt, worden in het reservefonds gestort. De andere helft moet dienen tot het betalen, op het kapitaal der begiftiging, van een interest die niet 3 t. h. mag te boven gaan. Het eventueel overschot wordt insgelijks in het reservefonds gestort. Ingeval van ontbinding, komt het reservefonds aan den Staat toe.

ART. 9.

De Centrale Kas wordt bestuurd door een raad van beheer, samengesteld uit

directeur assisté de deux administrateurs, nommés par le Roi à vie. Ces fonctionnaires ont la qualité de fonctionnaires de l'État, ils sont soumis aux règlements disciplinaires du Ministère des Finances et assimilés respectivement aux directeurs généraux et aux directeurs de l'administration centrale. Ces fonctions sont incompatibles avec tout mandat politique ou rétribué.

Le directeur représente la Caisse vis-à-vis des tiers et en justice.

ART. 10.

Le Conseil d'administration nomme le personnel et fixe les traitements; un arrêté royal déterminera les traitements dont jouiront les administrateurs et le directeur. Tous ces traitements et les pensions afférentes sont à la charge de la Caisse centrale.

ART. 11.

Les comptes de la Caisse centrale seront soumis au contrôle de la Cour des comptes pour tout ce qui concerne les frais de fonctionnement; ces comptes et les budgets seront communiqués chaque année aux Chambres en annexe au budget du Ministère des Finances.

ART. 12.

Les statuts des fédérations et des caisses locales seront établis sur les principes suivants :

- 1° Établissement d'une clientèle fermée;
- 2° Exigence de conditions professionnelles;
- 3° Limitation des dividendes ou des intérêts à servir aux associés;
- 4° Limitation du montant des parts sociales, du nombre de ces parts et du

een bestuurder, bijgestaan door twee beheerders, die de Koning voor hun leven lang benoemt. Deze ambtenaren hebben de hoedanigheid van Staatsambtenaar; ze zijn onderworpen aan de verordeningen van tucht bestaande bij het Ministerie van Financiën en zijn onderscheidenlijk gelijkgesteld met de directeurs-generaal en de directeurs bij het Hoofdbestuur. Dit ambt is onvereinigbaar met elk politieke of betaalde opdracht.

De bestuurder vertegenwoordigt de Kas tegenover derden en in rechten.

ART. 10.

De Raad van beheer benoemt het personeel en stelt de jaarwedden vast; een koninklijk besluit bepaalt de jaarwedden van de beheerders en van den bestuurder. Al deze jaarwedden en de uit te keeren pensioenen komen ten laste van de Centrale Kas.

ART. 11.

De rekeningen van de Centrale Kas worden, voor alles wat de kosten van hare werking betreft, aan het toezicht van de Rekenkamer onderworpen. Deze rekeningen en de begrotingen worden elk jaar aan de Kamers medegedeeld als bijlage der begroting van het Ministerie van Financiën.

ART. 12.

De statuten van de bonden en van de plaatselijke kassen worden naar de volgende grondslagen vastgesteld :

- 1° Vestiging van eene besloten clientèle;
- 2° Eisch van beroepsvoorwaarden;
- 3° Beperking van de dividenden of van de interesten, aan de deelgenooten uit te keeren;
- 4° Beperking van het bedrag der maatschappelijke aandeelen, van het getal

nombre de voix auxquelles les parts pourraient donner droit ;

5° Obligation d'une surveillance sous le contrôle de l'État. Notamment : une comptabilité régulière et la justification du bon emploi du crédit ;

6° Établissement de statuts type et d'une comptabilité uniforme ;

7° Constitution d'une réserve intangible dans des conditions analogues à celles imposées aux caisses rurales.

ART. 13.

Le Ministre des Finances surveillera la gestion de la Caisse centrale, approuvera ses budgets et prendra les mesures d'exécution nécessaires pour l'application de la présente loi.

ART. 14.

Dans l'exercice de la mission qui lui est dévolue par l'article précédent, le Ministre des Finances est assisté d'un conseil consultatif comprenant : deux fonctionnaires délégués respectivement par les Ministres de l'Agriculture et de l'Industrie, un délégué de la Banque Nationale de Belgique, un délégué de la Caisse générale d'épargne et de retraite sous la garantie de l'État, trois membres délégués par la Chambre des Représentants, trois membres délégués par le Sénat, quatre membres délégués par la Fédération d'associations de petit crédit affiliées à la Caisse générale.

ART. 15.

Le Ministre des Finances devra prendre l'avis du conseil consultatif sur toute proposition à soumettre au Roi en vertu de la présente loi et, en général, sur toutes les mesures d'exécution à pres-

dezer aandeelen en van het getal stemmen waarop de aandeelen recht kunnen geven ;

5° Verplichting van toezicht onder Staatscontrole, met name eene regelmatige boekhouding en de rechtvaardiging van het goede gebruik van het krediet ;

6° Opmaken van modelstatuten en van eene eenvormige rekenplichtigheid ;

7° Vestiging van eene onaantastbare reserve, onder voorwaarden als die opgelegd aan de landelijke Kassen.

ART. 13.

De Minister van Financiën heeft het toezicht over het beheer der Centrale Kas; hij keurt hare begrotingen goed en neemt de maatregelen van uitvoering, noodig voor de toepassing van deze wet.

ART. 14.

Bij de uitoefening van de zending hem door het vorig artikel opgedragen, wordt de Minister van Financiën bijgestaan door een raadgevenden raad, waarvan deel uitmaken : twee ambtenaren, onderscheidenlijk afgevaardigd door den Minister van Landbouw en van Nijverheid ; een afgevaardigde der Nationale Bank van België ; een afgevaardigde van de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas onder waarborg van den Staat ; drie leden afgevaardigd door de Kamer der Volksvertegenwoordigers ; drie leden afgevaardigd door den Senaat ; vier leden afgevaardigd door den Bond der vereenigingen voor klein krediet, bij de Centrale Kas aangesloten.

ART. 15.

De Minister van Financiën moet het advies van den Raadgevenden Raad vragen over elk voorstel, aan den Koning te onderwerpen uit kracht van deze wet, en, in 't algemeen, over alle maatregelen

crire, sur toute approbation de budget ou modification aux règlements de fonctionnement soumis par la Caisse centrale à l'approbation du Ministre. Il pourra lui déférer l'examen de toutes les questions se rapportant à la présente loi.

van uitvoering, over elke goedkeuring van begrooting of wijziging van de verordeningen van werking, door de Centrale Kas aan de goedkeuring van den Minister onderworpen. Hij kan hem belasten met het onderzoek van al de vraagstukken die met deze wet in verband staan.

Jules DALLEMAGNE.

Ch. GILLES DE PÉLICHY.

Alph. HARMIGNIE.

Paul SEGERS.

Em. TIBBAUT.

Eug. STANDAERT.
